



Cellule d'Analyse de Politiques

Economiques du CIRES



RAPPORT D'ACTIVITES 2011

INTRODUCTION

L'année 2011 a été une année extrêmement particulière pour la Côte d'Ivoire. Le contexte national ayant été marqué par une crise post-électorale sans précédent qui a affecté le déroulement des activités de la CAPEC.

Ainsi, le programme d'activité rédigé en Décembre 2010, n'a pu être adopté par le comité de pilotage qu'en août 2011 après une profonde révision recommandée par l'Administrateur de programmes ACBF (Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique), M. SINZOGAN Claude lors de sa mission du 21 au 23 juillet 2011.

La Fondation à travers l'Administrateur de programmes, a recommandé à la CAPEC de réduire le nombre d'activités et d'adapter les thèmes d'étude et de formation à la situation de fortes exigences de relance économique post-crise. La réduction du nombre d'activités est justifiée par le fait que l'exercice 2011 n'a couvert que six mois (Juillet-décembre) et par la proximité de la fin de la Phase III, initialement prévue pour le 30 novembre 2011.

Les activités programmées pour être réalisées en 2011, s'inscrivent donc, dans une logique d'environnement socio-politique et économique post-conflit qui a affecté la croissance économique et sociale de la Côte d'Ivoire.

A travers les activités menées, la CAPEC visait à jouer pleinement son rôle d'appui, d'assistance scientifique à la prise de décision en accompagnant le gouvernement dans ses stratégies de relance économique et de restructuration de l'environnement socio-économique.

Les thèmes d'étude et les activités de formation en vue du renforcement des capacités ont été élaborés en conformité avec la matrice d'actions gouvernementales et la dynamique de transposition des directives de l'UEMOA visant la modernisation du cadre d'élaboration et de gestion des Finances Publiques.

Le présent rapport fait le bilan des activités qui ont été programmées pour l'année 2011. Il comprend quatre sections et est établi comme suit :

La première est consacrée au bilan des activités traditionnelles de la CAPEC. La deuxième porte sur les activités de communication puis la troisième, fait le point des autres activités accomplies par la cellule et enfin la quatrième partie fait état de la gouvernance et de l'administration de la CAPEC.

I - Bilan des activités traditionnelles de la CAPEC

I-1 Les activités traditionnelles de la CAPEC s'articulent autour de six rubriques qui sont :

- 1) Les études et recherches,
- 2) les publications,
- 3) le renforcement des capacités des cadres de l'Administration,
- 4) les séminaires de dissémination,
- 5) les études et recherches à titre onéreux, et
- 6) l'appui à l'administration.

1-1 Etudes et recherches

Au titre des études et recherches, les chercheurs entendaient réaliser six études portant sur les thèmes qui préoccupent les Autorités Ivoiriennes et le secteur privé (Etude sectorielle et bonne gouvernance). En plus des études individuelles, deux études thématiques étaient prévues pour porter à huit le nombre total des études.

Les thèmes des études sont reportés dans le tableau ci -après.

N°	THEMES
1	Solde budgétaire, solde externe et structure des dépenses : cas de la Côte d' Ivoire
2	Analyse de l'interaction entre Energie, Environnement et Croissance économique en Côte d' Ivoire
3	Comment réussir la promotion de l'investissement privé au service du développement en Côte d'Ivoire en période post- crise ?
4	La Mobilisation de l'Epargne Domestique dans un Contexte de Crise : cas de la Côte d'Ivoire
5	Crise Financière et Crise Ivoirienne : impacts attendus sur les dynamiques migratoires en Afrique de l'Ouest
6	Impact économique de la guerre sur les populations en Côte d' Ivoire

Sur les six études, deux ont été réalisées ; des dispositions sont prises pour que les quatre études restantes soient achevées avant le 30 avril 2012.

1-2 Publications

Au titre des publications, l'ensemble des études et recherches réalisées par la CAPEC sont publiées sur l'un des trois supports de la cellule qui sont :

- Le document de travail dénommé « Politique Economique et Développement (PED) » qui rend compte des résultats des études et recherches dans leur intégralité.
- Le Bulletin de Politique Economique et Développement (BUPED) qui résume en une quinzaine de pages au plus et sans détails technique l'étude.
- La Lettre de Politique Economique (LPE) qui rend compte de l'essentiel des résultats des recherches et des recommandations de politique économique qui en découlent. Elle est aussi utilisée comme support pour les chroniques économiques.

Outre les études de l'année 2010, celles de 2011 ont été publiées au fur et à mesure de leur validation.

Ainsi, il a été prévu de publier six (6) PED, six (6) BUPED, et douze (12) Lettres de Politique Economique au titre de l'année 2011.

Certaines études de 2010 ont été publiées avant le séminaire de dissémination mais d'autres encore en cours de validation n'ont pu être publiées.

1-3 Le Renforcement des capacités des cadres

L'activité de formation de la cellule CAPEC comporte deux volets : la formation destinée au personnel de la CAPEC (chercheurs et personnel d'appui) et celle en direction des cadres des Institutions de la République, des Administrations publiques, privées et de la société civile.

Trois ateliers de renforcement des capacités ont été prévus au titre de l'année 2011 ; ces ateliers ont effectivement été organisés au profit des cadres de l'Administration publique, du secteur privé et de la société civile et ont porté sur les thèmes suivants :

- Gestion Axée sur les Résultats et Indicateurs de Performance

- Règles de Passation des Marchés Publics
- Mise en œuvre du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CMDT) : Enjeux, Contraintes et Perspectives.

L'atelier sur la Gestion Axée sur les Résultats, s'est tenu du 18 au 19 novembre 2011 à la salle de séminaire du Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES). Destiné, aux Dirigeants des organisations publiques, privées et de la société civile, il a réuni trente sept (37) participants.

Son objectif, était de favoriser chez les participants, la connaissance des outils de Gestion Axée sur les Résultats et de contribuer à l'utilisation de ces outils pour une plus grande efficacité des services offerts par leurs organisations.

L'atelier sur les Règles de Passation des Marchés Publics s'est déroulé les 16 et 17 novembre 2011 à la salle de séminaire du Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES). Il a réuni trente deux (32) personnes membres des Institutions de la République, et des cadres de l'Administration publique, du secteur privé et de la société civile.

Son objectif était de montrer aux séminaristes, comment maîtriser les étapes de Passation des Marchés Publics en Côte d'Ivoire et leur permettre aussi de connaître les directives de L'UEMOA en matière de Passation des Marchés Publics et le rôle de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

Concernant l'atelier (3) sur la Mise en œuvre du Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CMDT) : Enjeux, Contraintes et Perspectives, il a eu lieu les 20 et 21 décembre 2011 à la salle des séminaires du Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES) avec trente deux (32) participants provenant des différentes structures de l'Administration centrale, du secteur privé et de la société civile.

Son objectif était de montrer aux participants, l'utilité du Cadre des Dépenses à Moyen Terme pour les pays à faible revenu, tout en leur expliquant, les aspects institutionnels, le processus et la méthode d'élaboration du CMDT. Il s'agissait également d'analyser le lien entre le CMDT et l'efficacité de l'aide au développement.

L'objectif global de ces ateliers, était en effet, de former nos cadres dans le but de les rendre plus performants.

Si des formations ont été organisées au profit des bénéficiaires, il faut cependant noter que, les chercheurs de la CAPEC et le personnel d'appui n'ont pas bénéficié de formation en 2011.

1-4 Séminaire de Dissémination

La CAPEC a organisé comme prévu un séminaire de dissémination le 06 octobre 2011 à l'hôtel Pullman-Plateau.

Ce séminaire a eu pour thème « **Réflexions sur le Développement Economique de la Côte d'Ivoire : Une Analyse des Politiques Budgétaires et Sociales** ».

Cette rencontre a regroupé plus d'une centaine d'acteurs de l'Economie Ivoirienne, notamment de hauts cadres de l'Administration publique et du secteur privé, de la société civile et des représentants du monde de la recherche universitaire (enseignants, enseignants chercheurs, doctorants) et les journalistes.

Ce séminaire a été parrainé par le Ministre de l'Economie et des Finances M. Charles Diby KOFFI qui s'est fait représenté par son chef de cabinet, Mme BAMBA Véronique.

Après les allocutions, plusieurs communications articulées autour des Politiques macroéconomiques et sociales ont été présentées par les chercheurs.

Six sous-thèmes ont été présentés.

Les trois premiers travaux ont été présentés par le Professeur KEHO Yaya sur les sous-thèmes suivants :

1. « **Faut-il réduire le déficit budgétaire en Côte d'Ivoire** » ?
2. « **Quelle politique de réduction du déficit budgétaire en CI** » ?
3. « **Détermination d'un taux de pression fiscale optimal pour la CI** ».

Le sous-thème 4, présenté par le Prof. Wautabouna OUATTARA a eu pour intitulé : « **L'Analyse de l'efficacité économique de la Côte d'Ivoire** ».

Quant au Sous-thème 5 présenté par le Prof. BALLO Zié, il s'intitulait : « **Désarmement, Démobilisation et Réinsertion des Ex-Combattants et Jeunes à Risques en Côte d'Ivoire** ».

La dernière Communication présentée par le Dr AHOURE, Sous-thème 6 ; a porté sur : « **Capital Social, Appariement Emploi-Formation et Employabilité des Femmes : Cas de la Côte d'Ivoire** ».

La clôture du séminaire a été ponctuée par les interventions du Directeur par intérim de la CAPEC, et de celle de M. SAMBRO, Conseiller Technique du Directeur Général de l'Economie, en suppléance à Mme BAMBA.

1-5 Etudes et Recherches à titre onéreux

La CAPEC en vue d'accroître sa visibilité et de saisir les opportunités que pourraient lui offrir l'Administration Ivoirienne, les Institutions nationales et internationales, a répondu à des appels d'offres et Appuis Techniques.

Ainsi, la cellule a remporté l'étude sur le climat des investissements dans l'espace CEDEAO, financée par la CEDEAO.

La Cellule dans cette optique, fait régulièrement la prospection des sites et le suivi des appels d'offres.

Dans le courant de l'année 2011, trois études remportées des années antérieures, ont été réalisées.

Ainsi, la CAPEC a finalisé l'étude de l'évaluation de la SASDE pour le compte de l'UNICEF / MSLS. Elle a aussi réalisé l'étude sur la Mobilisation des ressources domestiques pour le compte de la CEDEAO et celle relative aux Perspectives Economiques en Afrique : note pays pour la Côte d'Ivoire, pour le compte de la BAD.

Dans le cadre des manifestations du Cinquantenaire de l'Indépendance de la Côte d'Ivoire, la CAPEC a démarré avec l'appui de la Commission du Cinquantenaire, quatre études portant sur :

- L'industrialisation en Côte d'Ivoire : bilan et perspectives
- L'Agriculture Ivoirienne : bilan et perspectives
- Les problèmes énergétiques en Côte d'Ivoire : bilan et perspectives
- Le problème de l'eau en Côte d'Ivoire : bilan et perspectives

1-6 Appui à l'Administration

Concernant l'activité d'appui à l'Administration, la CAPEC a contribué à la finalisation du document projet pour le Programme Pays de Renforcement des Capacités. Elle a aussi participé à la préparation de la Prospective Côte d'Ivoire 2040, et a pris part aux discussions avec la mission conjointe Banque mondiale –FMI-BAD- en août 2011.

II- ACTIVITES DE COMMUNICATION

La CAPEC dans le souci d'accroître la visibilité et maintenir les contacts avec les partenaires a réalisé au cours de cette année 2011 la confection et la distribution de kits de communication.

Elle a aussi organisé un déjeuner de presse en vue de présenter le nouveau Directeur par intérim et ses objectifs, puis une rencontre des points focaux et un séminaire de dissémination.

La cellule a également procédé au relookage de son site web et a édité un press-book de l'actualité économique nationale.

La CAPEC a organisé une mini- réception en vue de célébrer les succès de ses chercheurs aux concours d'Agrégation 2009 et 2011 en Sciences Economiques.

III- LES AUTRES ACTIVITES

Hormis les activités traditionnelles du programme de travail de la CAPEC, d'autres activités ont été exécutées tout au long de l'année 2011.

La CAPEC a ainsi accueilli une mission de supervision financière de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) du 12 au 18 août conduite par Madame Badjo EHOUMAN, Administrateur des services financiers chargé du risque et du contrôle à l'ACBF.

Le manuel des procédures administratives comptables et financières a été révisé et remis à la CAPEC. Il a été analysé et adopté par le comité de pilotage lors de sa réunion du 27 décembre 2011.

La CAPEC a participé à deux vidéos conférences sur le rôle des collectivités locales dans la fourniture du service public (FAGLAF/Banque Mondiale), et à la discussion pour l'intégration de la Côte d'Ivoire au Forum d'Action pour la Gouvernance Locale en Afrique Francophone (FAGLAF).

La cellule a aussi a participé à l'évaluation des Indicateurs de Capacité en Afrique (ICA) à travers l'organisation de la collecte d'informations, l'organisation d'un atelier d'évaluation et la participation à la rédaction du rapport sur les ICA 2010.

Au titre toujours des autres activités, la Direction de la CAPEC a entrepris une démarche auprès des Directeurs de Cabinet des Ministères afin de leur proposer l'appui technique de la cellule pour des études et des formations.

IV- GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION

Au cours de l'année 2011, se sont déroulées, trois réunions du comité de pilotage.

La première s'est tenue le 04 janvier 2011 et a porté sur la Réorganisation du Management de la CAPEC, la deuxième sur l'Adoption des programmes d'activités de 2011 et de 2012 a eu lieu le 02 août 2011. Et la troisième qui s'est tenue le 27 décembre 2011, s'est penchée sur la Réorganisation de la cellule suite aux départs des chercheurs et a fait le bilan partiel des activités de 2011.

Afin de maintenir la performance de la CAPEC, le comité de pilotage lors de sa réunion du 04 janvier 2011, a procédé à la réorganisation de la cellule. Ainsi, le Dr AHOURE a été nommé Directeur par intérim de la CAPEC en remplacement du Professeur AKE N'GBO élu Président de l'Université de Cocody-Abidjan puis Premier Ministre de la République Côte d'Ivoire en décembre 2010.

La CAPEC a enregistré le départ de plusieurs membres qui ont saisi des opportunités de promotion professionnelle. Ainsi, le Professeur Wautabouna OUATTARA, Chercheur Senior a été recruté Administrateur de programmes à l'Institut d'Afrique de l'Ouest basé à Praia au Cap- Vert.

Le Dr Deuro NGARESSEUM, Directeur-Adjoint, ayant anticipé sur les incertitudes professionnelles pouvant découler de la fin de la phase III, s'est engagé sur un projet en phase de démarrage. Ses occupations dans ce projet le contraignent ainsi à quitter la CAPEC.

En réponse aux recommandations faites par l'Administrateur de Programmes, Monsieur Claude SINZOGAN, Mme FAMAN Claude Inès Agathe a été recrutée en remplacement de Madame BLECHIE, comme Assistante Administrative.

Dans la même lignée, Mme KABONGO Huguette a été recrutée comme Assistante Administrative Remplaçante de Madame N'GUESSAN Régis Dorcas, lors des congés de maternité de cette dernière qui a été en définitive recrutée à la BAD à Tunis.

CONCLUSION

En conclusion, nous pouvons noter que, malgré la crise post-électorale en Côte d'Ivoire et ses perturbations sur la reprise effective des activités, la CAPEC s'est attelée à mettre à exécution l'essentiel des activités de son programme d'année 2011. Cependant, elle devra redoubler d'efforts pour finaliser les travaux de recherches dans les meilleurs délais, en vue de maintenir sinon d'accroître sa notoriété auprès des bénéficiaires de ses produits.

EXECUTION PROVISOIRE DU BUDGET 2011

du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011

Code	Rubriques	Solde Budgétaire	Dépenses	Dépenses Contribut	Dépenses Fonds	TOTAL	Ecart Budget	%
Rubrique			ACBF	N.ETAT	Générés	Dépenses	au 31/7/2011	d'exécut
-I-	Activités du Programme	53 495 000	6 653 775	12 877 065	31 820 000	51 350 840	2 144 160	95,99%
-II-	Coûts d'équipement	9 600 000		1 510 000		1 510 000	8 090 000	15,73%
-III- a)	Coûts Administratifs	116 931 000	69 734 679	16 792 070	19 903 430	106 430 179	10 500 821	91,02%
-III- b)	Coûts de Fonctionnement	75 250 000	5 294 680	36 186 753	11 748 751	53 230 184	22 019 816	70,74%
-V-	Fonds Non Alloués	6 798 780	5 111 345			5 111 345	1 687 435	75,18%
	TOTAL =	262 074 780	86 794 479	67 365 888	63 472 181	217 632 548	44 442 232	83,04%

EXECUTION DU BUDGET 2011

COMMENTAIRES :

Exécution du budget 2011 de la CAPEC, au cours de la période du 01/01/2011 au 31/12/2011.

Analyse des rubriques budgétaires ci-dessous désignées :

1) ACTIVITES DU PROGRAMME

Le budget de cette rubrique est de 53 495 000 FCFA.

Les dépenses effectuées au cours des 12 mois s'élèvent à 51 350 840 FCFA.

Soit un pourcentage d'exécution de 95,99%.

L'écart budgétaire est de 2 144 160 FCFA.

Six activités ont été organisées

2) DEPENSES D'EQUIPEMENT

Le budget de cette rubrique est de 9 600 000 FCFA.

Les dépenses effectuées au cours des 12 mois s'élèvent à 1 510 000 FCFA.

Soit un pourcentage d'exécution de 15,73%.

L'écart budgétaire est de 8 090 000 FCFA.

3) COUTS ADMINISTRATIFS

Le budget de cette rubrique est de 117 951 000 F CFA.

Les dépenses effectuées au cours des 12 mois s'élèvent à 106 430 179 FCFA.

Soit un pourcentage d'exécution de 91,02%.

L'écart budgétaire est de 10 500 821 FCFA.

Une partie des salaires a été prise en compte par les Fonds Propres.

4) **COUTS DE FONCTIONNEMENT**

Le budget de cette rubrique est de 75 250 000 FCFA.

Les dépenses effectuées au cours des 12 mois s'élèvent à 53 230 184 FCFA.

Soit un pourcentage d'exécution de 70,74%.

L'écart budgétaire est de 22 019 816 FCFA.

5) **FONDS NON ALLOUES**

Le budget de cette rubrique est de 6 798 780 FCFA.

Les dépenses effectuées au cours des 12 mois d'exercice s'élèvent à 5 111 345 FCFA.

Soit un pourcentage d'exécution de 75,18%.

L'écart budgétaire est de 1 687 435 FCFA.

CONCLUSION

Sur un budget global de **262 074 780 FCFA** couvrant 12 mois d'exercice, **217 632 548 FCFA** ont été exécutés au cours des 12 mois d'exercice.

Le pourcentage d'exécution est de 83,04 %.

L'écart budgétaire est de 44 442 232 FCFA.

(Voir le tableau d'exécution budgétaire provisoire)